

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/HKG/3

6 décembre 1996

(96-5113)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions de la COMMUNAUTE EUROPEENNE¹ et de la THAILANDE² concernant la nouvelle notification complète de HONG KONG³

Le Bureau des affaires économiques et commerciales de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 novembre 1996.

Communauté européenne

Question

La Communauté a examiné les différentes politiques menées par les autorités de Hong Kong dans le domaine des incitations à l'industrie locale. A cet égard, il y a, à Hong Kong, un certain nombre de programmes en vigueur qui n'ont pas été notifiés à l'OMC. La Communauté demande à Hong Kong de notifier les programmes décrits ci-dessous en fournissant les renseignements suivants: objectif général, budget, montant unitaire de la subvention, critères à remplir pour bénéficier de la subvention, durée de la subvention et données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce (conformément au modèle de présentation adopté par le Comité des subventions de l'OMC le 21 juillet 1995, document G/SCM/6 du 9 août 1995).

Financement de la recherche appliquée et du développement

Un fonds destiné à financer la recherche appliquée et le développement a été créé il y a plusieurs années par le gouvernement de Hong Kong et est à l'heure actuelle à la disposition de l'industrie locale. Le montant total de l'aide disponible est d'environ 200 millions de dollars de Hong Kong. La subvention est renouvelée selon les besoins du requérant. A cet égard, le gouvernement semble avoir une certaine liberté d'appréciation en ce qui concerne les entreprises bénéficiaires et le montant de l'aide.

¹G/SCM/Q2/HKG/1.

²G/SCM/Q2/HKG/2.

³G/SCM/N/3/HKG.

La Communauté voudrait savoir pourquoi ce programme n'a pas été notifié à l'OMC et demande que, s'il y a lieu, Hong Kong présente une notification au titre de l'article 25, selon la formule type.

Réponse

Conseil de la recherche appliquée (ARC)

L'ARC a été créé en 1993. Il a pour rôle de gérer le Programme de recherche appliquée et de développement et le Programme de coopération pour la recherche appliquée et le développement. Les membres du Conseil d'administration de l'ARC sont nommés par le gouvernement de Hong Kong et comprennent des industriels, des professionnels et des universitaires. Le Département de l'industrie fournit à l'ARC des services de secrétariat.

Programme de recherche appliquée et de développement

Le Programme de recherche appliquée et de développement a été créé en 1993, à l'aide d'une subvention de l'Etat s'élevant à 200 millions de dollars de Hong Kong, pour encourager la recherche appliquée et le développement à Hong Kong. Il permet de financer les projets de recherche appliquée et de développement des entreprises locales grâce à des prêts portant intérêt ou un apport de capitaux, ou une combinaison des deux. L'Etat n'assure pas de financement régulier.

Les entreprises admises à bénéficier d'un soutien financier doivent répondre à un ensemble de critères objectifs, qui sont clairement définis dans les documents officiels de l'ARC et dont toutes les parties intéressées peuvent prendre connaissance. Ces critères concernent l'intérêt technologique des projets, les possibilités commerciales qu'ils ouvrent, leur gestion ainsi que les capacités techniques et financières de l'entreprise requérante. Il faut également que les projets en question soient essentiellement et véritablement orientés vers le développement et qu'ils contribuent à accroître la productivité, à améliorer la qualité ou à innover, sur le plan des produits ou des procédés. Ces critères ne permettent pas de faire une discrimination entre secteurs industriels. Il en ressort clairement que tous les secteurs industriels peuvent réellement bénéficier d'un soutien financier. De fait, les 17 projets ayant reçu un soutien financier depuis la mise en place de ce programme relèvent de nombreux secteurs, comme ceux de l'écotechnologie, des télécommunications, de l'électronique, de la biotechnologie, des technologies de l'information, des techniques de précision et des sciences des matériaux.

Etant donné la nature non spécifique de ce programme, nous pensons qu'on ne peut pas parler à son sujet de subvention devant être notifiée au titre de l'article 25.2 de l'Accord SMC.

Question

Subventions du Conseil du développement industriel et technologique (ITDC)

L'ITDC administre un fonds dont l'objet est de soutenir les projets industriels qui peuvent contribuer au développement industriel ou technologique d'ensemble de Hong Kong et améliorer la compétitivité des industries manufacturières de Hong Kong. Au cours des deux derniers exercices financiers, 152 projets au total ont été approuvés. Le total des coûts des projets se monte à 177 millions de dollars de Hong Kong. Les projets retenus peuvent être répartis comme suit: biotechnologie (15 projets), électronique (5), technologie de l'information (8), métaux (7), matières plastiques (2) et textiles (6). Pour l'exercice financier à venir, le budget prévu est de 106 millions de dollars de Hong Kong.

Comme l'ITDC peut approuver, à sa discrétion, les projets qui bénéficieront des subventions, le programme semble être spécifique. La Communauté voudrait donc savoir pourquoi ce programme n'a pas été notifié à l'OMC et demande que, s'il y a lieu, Hong Kong présente une notification au titre de l'article 25, selon la formule type.

Réponse

Conseil du développement industriel et technologique (ITDC)

L'ITDC a été créé en 1992. Il a pour objectif principal de fournir au gouvernement des conseils sur le développement industriel et technologique général de Hong Kong en tenant compte de la situation locale, des tendances du marché mondial et des progrès technologiques réalisés dans le monde entier. A cette fin, il donne des conseils concernant le développement stratégique des industries, conçoit des stratégies visant à favoriser le développement et l'application des technologies et établit, pour le Département de l'industrie, des recommandations sur la gestion du Fonds d'appui à l'industrie.

L'ITDC est un organe consultatif. Ses membres sont nommés par le gouvernement et sont principalement des hommes d'affaires, des industriels et des universitaires. Le Département de l'industrie lui fournit des services de secrétariat. L'ITDC étant uniquement un organe consultatif, il n'a ni source financière ni dépenses.

Question

Fonds d'appui à l'industrie

Le gouvernement de Hong Kong a établi un programme spécial qui vise essentiellement la mise au point ou le transfert de nouvelles technologies à Hong Kong. Le budget annuel de ce fonds est d'environ 250 millions de dollars de Hong Kong.

La Communauté voudrait savoir pourquoi ce programme n'a pas été notifié à l'OMC et demande que, s'il y a lieu, Hong Kong présente une notification au titre de l'article 25, selon la formule type.

Réponse

Fonds d'appui à l'industrie (ISF)

L'ISF a été établi en 1994 et est administré par le Département de l'industrie, qui agit sur les conseils de l'ITDC. Il a pour objet d'apporter une aide financière (principalement sous la forme de subventions) à des programmes favorisant le développement industriel ou technologique à Hong Kong. Le montant des fonds disponibles pour 1996/97 s'élève à 250 millions de dollars de Hong Kong.

Les principaux bénéficiaires de l'ISF sont des organes soutenant des activités industrielles (tels que le Centre d'écotechnologie et la Direction de la formation dans l'industrie du vêtement) des associations commerciales et industrielles et des établissements de recherche ou d'enseignement supérieur. L'octroi d'une aide financière est subordonné à un ensemble de critères et conditions objectifs établis en fonction de certains principes généraux, selon lesquels les projets en question doivent contribuer au développement industriel et/ou technologique général de Hong Kong et ne devraient pas produire de bénéfices sinon dans la perspective de l'autonomie à long terme. D'autres critères prennent en compte d'autres facteurs objectifs tels que la date de mise en oeuvre et la durée prévus du projet, son budget, les autres sources de financement possibles et la nécessité d'éviter tout double emploi des ressources. Ces critères et conditions sont clairement définis dans les documents officiels de l'ITDC et toutes les

parties intéressées peuvent en prendre connaissance. Il ressort de ces critères que tous les secteurs de l'industrie manufacturière peuvent faire appel à l'ISF. Par exemple, en 1996/97, les 54 bénéficiaires du Fonds venaient de secteurs assez divers de l'industrie locale comme ceux des métaux, des matières plastiques, de l'électronique, des technologies de l'information, des textiles, de la biotechnologie et de la technologie en général (notamment les technologies orientées vers une protection accrue de l'environnement, qui peuvent s'appliquer à plus d'un secteur industriel).

Etant donné la nature non spécifique de l'ISF, nous pensons qu'on ne peut pas parler à son sujet de subvention devant être notifiée au titre de l'article 25.2 de l'Accord SMC.

Question

Autres formes de soutien

La Communauté a été informée que les organismes énumérés ci-dessous accordent différents types d'aide à l'industrie locale. La Communauté demande donc à Hong Kong de donner des détails sur les activités - de subventionnement, en particulier - de ces organismes et de présenter, s'il y a lieu, une notification de ces programmes au titre de l'article 25, selon la formule type.

Le Centre de technologie industrielle, le Conseil de la productivité, le Conseil du développement commercial de Hong Kong et le Centre de technologies du vêtement accordent un appui indirect aux industries intéressées. La politique du gouvernement consiste à accorder à ces organismes d'importants budgets, que les organismes en question peuvent utiliser à leur discrétion pour soutenir l'industrie locale.

Centre de technologie industrielle de Hong Kong (HKITCC)

1. Le HKITCC est une société créée en 1993 en vertu de l'Ordonnance relative au Centre de technologie industrielle de Hong Kong. Il a pour mission de faciliter la promotion de l'innovation et du développement technologiques et l'application des nouvelles technologies dans le secteur industriel à Hong Kong. L'Etat a accordé une subvention de 250 millions de dollars pour financer la construction du Centre et son fonctionnement initial. Depuis lors, le HKITCC s'autofinance.
2. Le Centre est dirigé par un conseil d'administration composé d'un président nommé par le Gouverneur et de 13 membres nommés par le Secrétaire aux finances. Ces membres sont pour la plupart des hommes d'affaires, des industriels, des professionnels et des universitaires.
3. Le HKITCC offre une large gamme de services; en particulier:
 - a) il loue des bureaux situés dans ses locaux, au prix du marché, à des entreprises à caractère technologique;
 - b) il offre à des entreprises nouvelles à caractère technologique un soutien et une aide dans divers domaines, comme la location de bureaux, la commercialisation, la technologie et la gestion, au titre d'un programme d'aide au démarrage. Les sociétés admises à bénéficier de ce programme doivent exercer des activités majeures liées au développement technologique à Hong Kong. L'équipe dirigeante de la société doit également montrer qu'elle possède un niveau élevé de compétences techniques pour l'exécution du projet et présenter un plan qui garantisse le succès de la commercialisation du produit ou du service en cours de réalisation;

- c) il encourage le transfert de technologie, notamment en organisant des expositions et des séminaires et en publiant des revues technologiques.

4. Tous les secteurs industriels peuvent bénéficier des services du Centre. Etant donné la nature non spécifique du Centre et des services qu'il fournit, nous pensons qu'on ne peut pas parler à leur sujet de subvention devant être notifiée au titre de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.

Conseil de la productivité de Hong Kong (HKPC)

1. Le HKPC est un organisme établi en 1967 en vertu de l'Ordonnance relative au Conseil de la productivité de Hong Kong. Il a pour mission:

- a) d'encourager à accroître la productivité du secteur industriel à Hong Kong et de favoriser une utilisation plus efficace des ressources;
- b) d'examiner les questions touchant à la productivité du secteur industriel de Hong Kong;
- c) de conseiller le Gouverneur sur les questions touchant à la productivité du secteur industriel de Hong Kong et sur les mesures visant à accroître cette productivité;
- d) de consulter et d'aider les personnes ou organisations, de Hong Kong ou d'ailleurs, s'occupant de l'étude, de l'élaboration ou de la diffusion de programmes, méthodes ou techniques visant à accroître la productivité du secteur industriel et de coordonner leurs activités; et
- e) d'entreprendre des missions concernant la productivité hors de Hong Kong.

2. Le Président et les membres du Conseil sont nommés par le gouvernement et la plupart d'entre eux viennent du monde des affaires ou du travail ainsi que des milieux universitaire et professionnel.

3. Le HKPC offre tout un éventail de services d'appui à l'industrie, parmi lesquels des services consultatifs, des programmes de formation, des services de laboratoire, des expositions et des missions d'étude à l'étranger. Tous les secteurs industriels peuvent en général bénéficier de ces services.

4. Depuis sa création, le HKPC est financé par les recettes provenant des services qu'il fournit et par une subvention annuelle de l'Etat.

5. Etant donné que les services qu'offre le HKPC ne sont pas limités à des secteurs spécifiques, nous pensons qu'on ne peut pas parler à leur sujet de subvention devant être notifiée au titre de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.

Conseil du développement commercial de Hong Kong

Fonctions

1. Le Conseil du développement commercial de Hong Kong (HKTDC) a été créé par une ordonnance en 1966 et avait pour mandat de promouvoir le commerce de Hong Kong.

Organisation et financement

2. Le HKTDC est administré par un conseil, dont les membres, hommes d'affaires et industriels de Hong Kong, viennent d'horizons très divers. Le conseil est assisté par une équipe de 800 personnes

qui exécutent les diverses activités de promotion du commerce du HKTDC et aident effectivement les fabricants et commerçants de Hong Kong à atteindre leurs objectifs en matière de commercialisation.

3. Le HKTDC reçoit une subvention annuelle de l'Etat. Au cours de l'exercice financier 1995/96, cette subvention s'est élevée à 535 millions de dollars de Hong Kong (approximativement 70 millions de dollars EU), soit environ 39 pour cent du revenu total du Conseil. Le HKTDC a d'autres sources de financement, par exemple les revenus provenant de ses activités opérationnelles, notamment foires, publications, fourniture de renseignements, rapports de recherche, programmes de formation commerciale et ventes de son centre d'exposition, ainsi que des recettes provenant de placements et de dépôts bancaires rémunérés.

Activités

4. Les activités du Conseil visent essentiellement à promouvoir le commerce entre Hong Kong et le reste du monde et à diversifier les débouchés des produits de Hong Kong. Elles prennent généralement la forme de foires commerciales, d'expositions, de missions de promotion ou d'étude à l'étranger, de publications et de réponse à des demandes de renseignements. Ces activités s'étendent à presque tous les secteurs des industries manufacturières, du commerce et des services et, en général, toutes les sociétés, situées aussi bien à Hong Kong qu'à l'étranger, peuvent faire appel aux services du Conseil.

Conclusion

5. Etant donné que les services et les activités du Conseil ne sont pas destinés à une entreprise ou une branche spécifique, nous pensons qu'on ne peut pas parler à leur sujet de subvention devant être notifiée au titre de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.

Centre de démonstration des technologies du vêtement (CTDC)

1. Le CTDC a été créé en mars 1990 par la Direction de la formation dans l'industrie du vêtement (CITA) et le Conseil de la productivité de Hong Kong (HKPC), sous la forme d'une société immatriculée à Hong Kong. Il a pour objectif d'encourager les entreprises à réagir rapidement et de montrer que l'utilisation de techniques de fabrication appropriées permet d'optimiser les coûts. Ses activités consistent notamment:

- a) à présenter des techniques ou des méthodes de production nouvelles relatives à la fabrication de textiles;
- b) à fabriquer des vêtements sur commande pour des sociétés privées; et
- c) à exécuter des programmes de formation.

2. Le Centre pratique des tarifs commerciaux pour ses activités de production et de formation et ne reçoit aucun financement de l'Etat. Ses activités de production sont jugées importantes car elles lui permettent de rester en contact avec le monde industriel et de mieux comprendre ses besoins.

3. Les activités de présentation de techniques et de méthodes nouvelles sont financées par le Conseil de la productivité de Hong Kong. Aucune subvention n'est accordée à cette fin.

Question

Thaïlande

Pour des raisons de transparence, prière de donner des détails sur le crédit, le financement, l'assurance et les garanties à l'exportation qui existent à Hong Kong.

1. Les activités du gouvernement de Hong Kong dans le domaine du crédit, de l'assurance et des garanties à l'exportation sont principalement menées par l'intermédiaire de la Société d'assurance-crédit à l'exportation (ECIC).

L'organisation de l'ECIC et ses relations avec le gouvernement de Hong Kong

2. La Société d'assurance-crédit à l'exportation de Hong Kong (ECIC) a été créée par une ordonnance en 1966 pour assurer les exportateurs de Hong Kong contre les risques de défaut de paiement résultant d'événements commerciaux ou politiques qui ne sont habituellement pas couverts par les compagnies d'assurance commerciales. Son capital est détenu par l'Etat qui garantit aussi son passif éventuel.

3. Les catégories de contrats d'assurance et la nature et l'étendue des risques qui peuvent être couverts par l'ECIC sont soumis à l'approbation du Secrétaire aux finances.

4. L'ECIC a reçu de l'Etat un apport initial de 20 millions de dollars de Hong Kong; elle était ensuite tenue, en vertu de la loi d'habilitation la concernant, de s'assurer des revenus suffisants pour faire face à toutes ses dépenses. Elle y est parvenue tout au long de ses 29 années d'activité et n'a rien coûté aux contribuables de Hong Kong. Au cours de l'exercice financier 1994/95, elle a enregistré un excédent de 34,39 millions de dollars de Hong Kong.

5. Dans les limites des ressources financières dont elle dispose conformément à ses statuts, l'ECIC fonctionne comme une entité commerciale indépendante qui prend ses décisions en toute impartialité, sans privilégier aucun secteur industriel ou commercial. L'ECIC bénéficie également des conseils d'un comité consultatif composé de fonctionnaires et de représentants des domaines suivants: banque, assurances, droit, commerce et industrie.

Fonctions et services assurés par l'ECIC

6. L'ECIC assure les exportateurs contre les risques de défaut de paiement des acheteurs étrangers résultant de l'incapacité ou du refus de l'acheteur de payer les marchandises exportées ou les services fournis ou d'événements politiques ou économiques, par exemple manque de devises, interdiction à l'importation, guerre ou troubles civils, ou de catastrophes naturelles. Elle s'engage à indemniser ses souscripteurs à concurrence de 90 pour cent de leurs pertes.

7. Cette protection est fournie essentiellement dans le cadre de toute une gamme de polices d'assurance à court terme qui couvrent les exportations de marchandises et de services pour lesquelles un crédit de 180 jours au maximum a été accordé. En ce qui concerne les exportations de biens d'équipement, l'ECIC peut offrir une couverture allant du moyen au long terme pour des crédits d'une durée de cinq ans ou davantage, si nécessaire. Pour faciliter le financement des exportations de ce type, l'ECIC peut offrir à l'établissement prêteur, en complément de la police d'assurance, une garantie inconditionnelle couvrant 100 pour cent de la valeur des créances.

8. Outre la protection contre les risques d'insolvabilité, l'ECIC fournit aux assurés des conseils sur le crédit qu'elle juge prudent d'accorder aux acheteurs, ainsi que des conseils en matière de gestion

des risques, concernant les décisions qui peuvent être prises pour éviter une perte, ou, à défaut, la réduire au minimum. Elle peut pour cela faire appel à un réseau international d'agences spécialisées dans les enquêtes de solvabilité, de banques, de cabinets d'avocats, de sociétés spécialisées en assurance-crédit et d'agences de recouvrement de créances.

Compatibilité avec l'Accord SMC de l'OMC

9. En conclusion, l'ECIC est un organisme public dont le rôle est clairement défini dans l'ordonnance l'instituant. Depuis sa création en 1966, elle n'a reçu de l'Etat que la contribution initiale de 20 millions de dollars de Hong Kong et s'est toujours autofinancée par la suite. Toutes les sociétés peuvent en principe bénéficier de ses services, indépendamment de leur secteur d'activité. A notre avis, on ne peut pas parler au sujet de l'ECIC de subvention devant être notifiée au titre de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.